

Honduras: le président par interim n'est pas opposé à une élection anticipée

TEGUCIGALPA (AFP) - Roberto Micheletti, chef de l'Etat du Honduras par intérim après la destitution de Manuel Zelaya, n'a "aucune objection" à une présidentielle anticipée, a-t-il déclaré jeudi en conférence de presse.



Roberto Micheletti le 1er juillet 2009 à Tegucigalpa (© AFP - Orlando Sierra)

Cet avancement de la date de l'élection fait partie des voies de solution de la crise que la communauté internationale souhaiterait voir acceptées par les deux camps rivaux au Honduras, indique-t-on dans les milieux diplomatiques.

"Dès lors qu'on reste dans le cadre de la loi, il n'y a aucun problème, je n'ai aucune objection, si cela pouvait être une façon de résoudre ce type de problème", a répondu M. Micheletti à un journaliste qui lui demandait sa position face à l'éventualité d'élections anticipées.

M. Micheletti a toutefois écarté l'idée d'accepter un retour au pouvoir de M. Zelaya, comme l'ont exigé les Nations unies et l'Organisation des Etats américains (OEA) qui a menacé mercredi d'exclure le Honduras si le président Zelaya n'était pas rétabli "dans les 72 heures".

La prochaine présidentielle au Honduras est prévue le 29 novembre, dans le cadre d'élections générales, incluant législatives et municipales.

M. Micheletti a été désigné à la tête de l'Etat après la destitution du président Zelaya, arrêté et expulsé du pays dimanche matin par des militaires qui exécutaient une décision de justice, selon les nouvelles autorités en place à Tegucigalpa.

Le secrétaire général de l'OEA, Jose Miguel Insulza, est attendu vendredi au Honduras. Il vient "pour des contacts diplomatiques destinés à rétablir le cadre institutionnel démocratique, l'Etat de Droit, et réinstaller le président José Manuel Zelaya comme premier magistrat de cette nation", a précisé l'organisation régionale dans un communiqué.

Et M. Insulza a prévenu jeudi: il ne vient pas "pour négocier". Il répondait ainsi à M. Micheletti qui, après l'ultimatum de l'OEA, avait déclaré qu'il n'avait "rien à négocier". "Nous ne pouvons faire moins que recevoir et réserver l'accueil qui convient" à des visiteurs qui viennent pour "entamer le processus de dialogue" et chercher une sortie de crise, a déclaré à Tegucigalpa le vice-président de la République, Ricardo Arias Brito, qui occupait déjà ce poste dans le gouvernement de M. Zelaya.

Publié le: 03/07/2009 à 05:44:37 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/honduras-president-a169112.html>